

Un institut pour l'agriculture durable

Après l'agriculture BIO, l'agriculture raisonnée, l'agriculture durable a fait son apparition dans le vocabulaire professionnel. Mais que met-on derrière cette expression ? Le plus souvent, on la rapproche du développement durable. Ce ne serait donc qu'un gadget supplémentaire, un signe de qualité de plus ?

"Pas du tout, explique Eric Martin, directeur agriculture au CIES. La société, les pouvoirs publics, les agriculteurs ainsi que les industriels du machinisme et de l'agrofourniture ont besoin d'une agriculture productive et compétitive respectant l'environnement. C'est cela l'agriculture durable, une agriculture insuffisamment connue et reconnue en France et en Europe". Car les autres grandes puissances agricoles (Brésil, USA, Inde) ont plus d'une longueur d'avance sur l'Europe. D'où la création de l'Institut de l'agriculture durable dont l'objectif est "d'accélérer le développement des exploitations agricoles utilisant les bonnes pratiques de l'agriculture durable".

L'institut est composé d'associations nationales (représentant des agriculteurs) comme l'Apad (Association pour la Promotion d'une Agriculture Durable), la Fnacs (Fondation Nationale pour une Agriculture de Conservation des sols) ou le NLSA (Festival de Non Labour et Semis Direct). Sont également membres de l'institut des entreprises privées ou coopératives de collecte, d'agrofourniture, de machinisme ou de services : PRP, Sulky Burel, Nouricia, Syngenta, Crédit Agricole. L'institut est une société de services, animée par le CIES, au service de ses membres et de clients extérieurs.

Evaluation des critères

Entre autres tâches, l'institut devra fournir une évaluation, sur des critères de développement durable, des impacts des changements de modes de production et de technologies innovantes. "Ainsi, une exploitation 100 % durable devrait voir ses coûts de production baisser de 21 %", remarque Eric Martin. Les projets pourraient être par filière (arboriculture, légumes, grandes cultures, productions animales) ou transversaux (biomasse, énergie, qualité des milieux).

Parmi les premiers projets en cours d'étude, on peut citer celui consistant à vouloir convertir l'agriculture en puits de carbone. Il s'agit de "maintenir, voire d'augmenter la production agricole en volume, et en valeur tout en convertissant le territoire agricole en puits de carbone fournisseur net d'énergie", explique Eric Martin.